

# AU BON SENS & À L'ENDROIT N° 41

## QUAND LES FRANÇAIS REGARDENT LA FRANCE

Un sondage sur le jugement porté par les français sur l'état du pays et ceux qui en ont la charge, a été fait, dans les règles de l'art, et publié par France-Soir le 26 janv. Les médias classiques n'en ont guère parlé, il est vrai que France-Soir -qui n'existe plus en version papier mais uniquement web-est non-subventionné ce qui est rarissime en France. Contrairement au dicton '*on ne parle pas de religion ni de politique à table*', si l'on aime son pays et se soucie de son destin, notamment pour un catholique ('*L'amour et le service de la patrie relèvent du devoir de reconnaissance et de l'ordre de la charité*'. Cat. Église cath, n° 2239) on en parle... pourvu qu'on soit vraiment informé, et qu'on ait pas peur d'être seul. Or, le silence des médias sur l'état réel de l'opinion tend à ce que les esprits lucides s'imaginent être minoritaires, puisque que leur pensée est invisibilisée, ou réduite à une caricature. D'où l'intérêt de mesurer l'état de l'opinion de nos compatriotes sur l'état de la France et de ceux qui en ont la charge.

*France-Soir et l'association BonSens.org ont commandé un grand sondage exclusif sur la situation nationale en France et sur la place de la France à l'international. Cette enquête fait suite à celle du 14 octobre 2024 qui avait consacré la perte de confiance dans la politique menée par Emmanuel Macron (rappel, seuls 6 % pensaient qu'il menait le pays dans la bonne direction) L'enquête a été conduite le **16 janvier 2025** sur un échantillon représentatif de 1200 Français. En temps normal, les sondages utilisent des échantillons de 1000 personnes répartis selon la **méthode des quotas**, cependant augmenter le nombre de personnes interrogées permet des analyses bien plus fines. Le sondage a été mené par la société MISGroup pour l'association Bonsens.org et la société Shopper Union France SAS qui publie et édite le site [www.francesoir.fr](http://www.francesoir.fr). Tout sondage comporte statistiquement des marges d'erreurs, réduites en l'espèce de par la taille de l'échantillon de 1200 personnes. Toute personne a le droit à consulter la notice prévue par l'article 3 de la loi.*

Parmi les résultats principaux La situation des Français s'est aggravée pour 41 % d'entre eux au cours des six derniers mois. 51 % estiment que ce qui pèse le plus est l'augmentation des prix de l'alimentaire devant le prix de l'énergie électrique pour 38 %.

Emmanuel Macron et son gouvernement sont tenus pour responsables par 71 %.

D'ailleurs, pour 66 %, Emmanuel Macron mène le pays dans la mauvaise direction.

80 % estiment que le gouvernement n'agit pas dans l'intérêt des Français et 76 % n'ont pas confiance dans le gouvernement. 78 % estiment que le gouvernement Bayrou ne changera rien.

Pour 60 % aucune personnalité n'incarne un futur positif pour la France.

Pour 61 % Emmanuel Macron doit démissionner dans les prochains mois ou au plus vite.

Ils sont 61 % à vouloir que la France se dote d'une constitution qui garantit un contrôle plus direct, et effectif, des élus et hauts fonctionnaires qui les rendraient révocables à tout moment.

78 % pensent que la corruption est trop importante en France et pour 93 % les politiques doivent devenir pénalement responsables de leurs actes.

Pour, 92 %, l'endettement est trop élevé ; pour 62 %, les comptes de la Nation sont non sincères et maquillés par le gouvernement Macron ; pour 89 %, les ministres qui ont contribué au maquillage des comptes doivent être tenus responsables en justice.

82% ne sont pas prêts à payer plus d'impôts pour aider la France à réduire son déficit ;

53 % ne veulent pas d'un impôt type "impôt de guerre" pour réduire le déficit ;

43 % pensent que la France ne doit pas lancer un grand emprunt pour réduire son déficit.

pour 77 %, le gouvernement français doit complètement revoir la politique sur le réchauffement climatique et prendre en compte les avis divergents ;

pour 56 %, la loi sur les ZFE est discriminatoire contre les plus pauvres et doit être annulée ;

pour 56 %, la réforme des retraites mise en place en 2023 doit être annulée ;

pour 48 %, la loi sur les DPE est discriminatoire contre les plus pauvres et doit être annulée ;

pour, 63 %, la censure dans les médias devient de plus en plus apparente ;

pour 65 % la liberté d'expression et d'opinion doit subsister sur les réseaux sociaux, y compris X, tout en respectant la loi sur les délits en matière de diffamation, d'injures et de harcèlement

---

Pour, 50 %, le gouvernement a mal géré la crise covid (36 % en octobre 2024) ;

pour 67 %, le gouvernement devrait mettre en œuvre une commission Covid pour évaluer la politique et les dépenses. (50 % en octobre 2024) ;

pour 82 %, le secret défense sur la gestion Covid devrait être levé.

pour 43 %, la politique de vaccination n'est pas un succès contre 39 % qui pensent le contraire. (Inversion depuis octobre 2024 avec respectivement 33 % et 37 %) ;

pour 53 %, il y a beaucoup d'effets secondaires aux vaccins covid-19.

---

pour, 45 %, l'Union européenne existe aux dépens de la France et qu'il n'est pas rentable pour nous de continuer à rester dans l'Union européenne ;

58 % veulent une Europe des Nations avec des États souverains dans leurs pays et qui gèrent entre eux uniquement des accords commerciaux ;

53 % s'opposent à une Europe fédérale avec un Président et des ministres européens qui remplaceraient nos dirigeants nationaux ;

72 %, la corruption est trop importante dans le fonctionnement de l'Union européenne ;

50 %, Ursula von der Leyen fait de l'abus de pouvoir en UE et qu'il y a des doutes raisonnables sur des faits de corruption la concernant.

44 % estiment qu'il est nécessaire de lever une partie des sanctions économiques et de restaurer les relations économiques avec la Russie

---

L'influence de la France sur la scène internationale est en baisse pour 65 %.( =octobre 2024.)

Au-delà de la baisse d'influence de la France sur la scène internationale, 84 % pensent que la France devrait mieux contrôler sa politique migratoire comme le font beaucoup de pays. Ils étaient 75 % lors de la vague d'octobre 2024

68 % pensent que la France devrait cesser d'accepter de nouveaux migrants en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Ukraine. (63 % en octobre 2024).

pour 64 %, les dépenses militaires de la France ne doivent pas être réduites ;

pour 55 %, la France ne devrait pas envoyer d'armes dans des pays en guerre ;

pour 67 %, le vote des députés européens du 20 septembre 2024 autorisant les frappes profondes sur le territoire russe est un réel danger pour la paix ;

pour 41 %, l'aide militaire à l'Ukraine doit être réduite ;

pour 80 %, la France ne doit pas envoyer de troupe en Ukraine.